

Discours de François Bayrou

Kursaal de Dunkerque - Jeudi 19 janvier 2012

Je suis très heureux, mais vraiment très heureux de vous retrouver.

Vous comprendrez que mes premiers mots sont évidemment pour remercier et saluer Jean-Marie Vanlerenberghe, sénateur du Pas-de-Calais, qui vient de s'exprimer, et Olivier Henno, conseiller général du Nord et Maire de Saint-André, vice-Président de la Communauté urbaine de Lille, qui m'ont tous les deux accueilli au nom des deux fédérations de nos amis du Pas-de-Calais et du Nord.

En outre, je veux également saluer Frédéric Leturque, le tout jeune Maire d'Arras, Dany Wattebled, Maire de Lesquin, Nicolas Lebas, Maire de Faches-Thumesnil, Damien Castelain, Maire de Peronne-en-Mélantois, Dominique Hallynck, Maire de Saint-Jans-Cappel, Frédéric Lefèvre, délégué départemental du Nord, mon ami Léonce Deprez, qui est au premier rang.

Vous me permettrez aussi de saluer les élus de Dunkerque, Pierre Yana, Édith Varet, Martine Beuraert.

Vous comprendrez également que j'ai un mot particulier et amical pour les élus nationaux et européens qui sont présents : Marielle de Sarnez, députée européenne, Jean Lassalle, député des Pyrénées-Atlantiques, Jean-Jacques Jégou, sénateur du Val-de-Marne, Yann Wehring, porte-parole de notre campagne, Robert Rochefort, député européen.

Enfin, je vous salue vous, chers amis de Dunkerque !

Chers amis de Dunkerque, (je vais employer un mot qui n'est plus employé en politique depuis des décennies, mais c'est votre véritable titre et je veux vous le donner à cette tribune), chers citoyens français, citoyens du Nord et du Pas de Calais, chers citoyens de Dunkerque (parce que c'est bien dans cette fonction que vous êtes ici, dans cette fonction de citoyens, dans cette fonction de peuple souverain). Je suis heureux profondément d'être à Dunkerque, Français parlant à des Français, citoyen parlant à des citoyens, homme du Sud parlant à des femmes et à des hommes du Nord.

On peut difficilement faire plus méridional que nos Pyrénées et difficilement plus septentrional que Dunkerque la sous-préfecture de la plus au Nord de toutes les villes de France, et puis il y a autre chose encore qui nous unit, du moins j'en ai l'impression : pour les Béarnais, la définition préférée qu'ils donnent d'eux même et qui tient de leur caractère, c'est « tête dure », on dit dans notre langue « cabourut ». Et il paraît qu'on dit cela aussi des Flamands, que c'est même proverbial et que l'expression « têtes de Flamand » signifie la même chose ! Donc permettez-moi d'être « tête dure » parlant à des « têtes dures ». Et Dieu sait qu'on va avoir besoin de têtes dures dans les années qui viennent.

À Dunkerque, ville qui est à elle seule tout un programme : Dunkerque, gagnée jadis à

la force des bras sur la mer, sur la dune ; Dunkerque deux fois détruite et deux fois reconstruite, et tout cela en quelques décennies de folie des hommes. Tout un programme dans une France dont nous savons tous qu'elle a, elle aussi, a bien besoin elle aussi d'être reconstruite.

Nous sommes là pour ressaisir le destin de la France. D'habitude j'essaie de fuir les grands mots. Mais là je parle non seulement comme citoyen et élu du peuple, mais je parle en père de famille, comme tous les pères et toutes les mères de famille qui ont charge d'âme, et charge d'enfants. Je parle au nom des jeunes qui sont là et des jeunes qui viendront. Nous avons tous entre les mains le destin de la France !

C'est un moment préoccupant de notre Histoire.

Il y a trois semaines est sortie, comme tous les ans, une enquête qui est réalisée annuellement par le grand institut Gallup et, en France, par l'institut BVA. C'est une enquête qui étudie tous les ans le moral comparé des peuples de 53 des pays les plus importants de la planète monde. C'est une enquête dont le résultat était déjà l'an dernier inquiétant. Cette année les choses se sont encore effondrées.

Écoutez bien, le moral des français quand ils pensent à leur avenir, dans les années qui viennent, fait que nous sommes maintenant, peuple français, 53^{ème} sur 53 ! C'est-à-dire que nous sommes loin derrière les Irakiens, les Pakistanais et les Afghans. Nous le peuple français, nous le pays que nous formons ensemble !

Cela à soi seul, cet effondrement du moral, mérite un ressaisissement de la volonté nationale.

Nous sommes là pour cela, pour rendre la volonté politique à notre peuple, pour rendre aux Français l'optimisme qu'ils méritent, celui que l'on doit à ses concitoyens, leur rendre la foi dans l'avenir et ouvrir un temps nouveau.

Il y a des années que les choses ne cessent de suivre en France la pente du déclin, la pente de l'affaissement, la pente de l'abaissement. Et c'est ainsi que galopent à travers le pays les quatre fléaux dont nous sommes frappés. Vous vous souvenez, pour ceux qui ont lu l'Apocalypse, ce texte incroyable de poésie, de force et de présence : il y a les quatre cavaliers de l'Apocalypse montés, l'un sur un cheval noir, l'autre sur un cheval rouge, dit le texte, le cheval blanc et le cheval pâle. Et les cavaliers, cavaliers dans la tradition, l'un c'est la guerre -il porte une épée- l'autre c'est la famine, l'autre c'est la peste et le dernier sur le cheval pâle, c'est la mort. Ils ont le quart de la terre pour se donner carrière.

Eh bien, les quatre cavaliers, les quatre fléaux que nous vivons, ce n'est pas tout à fait cela, mais ils portent un nom extrêmement précis : c'est le chômage qui fait que les enfants ne trouvent plus d'emploi, c'est l'effondrement du pouvoir d'achat qui fait que, pour toutes les familles, les fin de mois sont d'année en année plus difficiles, c'est les drames contre lesquels je n'ai cessé de mettre en garde depuis des années, et dont on voit aujourd'hui dans quelle impasse ils nous ont amenés, la multiplication des déficits et l'accumulation de la dette.

À ces quatre fléaux, il y a en fait une coresponsabilité et je voudrais le dire devant vous.

Je n'ai pas l'intention de dresser de réquisitoire parce que le temps des réquisitoires et celui des accusations est derrière nous, et je n'y ai pas manqué quand il était encore temps.

Mais je veux dire simplement que, bien entendu, la responsabilité du gouvernement actuel est engagée, depuis cinq ans. La responsabilité de la majorité actuelle est engagée depuis dix ans. C'est la même majorité qui est au pouvoir.

Et bien sûr, cela ne doit pas être effacé parce que, ayant été au pouvoir, les dix dernières années, les cinq dernières années, rien n'a été fait pour que le cap change. La prise de conscience n'a pas eu lieu. Mais surtout, et en même temps, pendant ces dix dernières années, ces cinq dernières années, pendant que le gouvernement dépensait sans prudence, pendant que l'on ne faisait pas attention aux risques que l'on prenait, pendant que l'on oubliait de se préoccuper de l'équilibre du pays, il y avait une opposition, et l'opposition elle hurlait à l'Assemblée et elle manifestait quelquefois dans la rue.

Et que demandait l'opposition ? Non pas que l'on dépense moins, non pas que l'on fasse davantage attention, non pas que l'on soit sérieux avec ce que l'on allait transmettre aux enfants, elle demandait que l'on dépense plus ! Que l'on y aille encore plus fort dans les déséquilibres du pays. Elle ne demandait pas que l'on soit rigoureux, elle demandait que l'on soit moins attentif. Et je suis donc fondé à dire devant vous et avec vous à cette tribune qu'il y a une coresponsabilité des deux partis -je les appelle les PPP- partis provisoirement principaux, il y a une responsabilité de ces deux PPP dans la situation dans laquelle nous sommes et dans ses causes.

Je voudrais, devant vous, en revenir une seconde aux causes parce qu'au fond, c'est cela qui est le plus important.

Derrière ces quatre fléaux, derrière le chômage, derrière la chute du pouvoir d'achat, derrière les déficits et la dette, il y a une cause principale, la même pour tous ces symptômes, une raison qui explique cette dégradation tous azimuts et dont nous avons réussi à faire en quelques semaines, en quelques mois, un des sujets centraux de la campagne présidentielle française.

Cette cause, c'est que l'on ne produit plus en France. Nous n'arrivons plus à produire, et je dis cela dans le Nord. Nous n'arrivons plus à fabriquer, à vendre, nous n'arrivons pas à produire ce que nous sommes obligés d'acheter à l'extérieur et ce que l'on appelle déficit du commerce extérieur, c'est-à-dire ce que l'on est obligé de sortir des ressources du pays pour aller l'engager vers des économies d'autres pays qui nous entourent, c'est une somme astronomique.

On a beaucoup de mal à imaginer ce que les sommes exprimées en milliards par exemple veulent dire. Moi qui suis un défenseur du calcul mental... (j'ai longtemps rêvé de créer une association pour que l'on mette en prison ceux qui avaient laissé s'en aller le calcul mental, en prison ... pas longtemps... trois semaines !... au pain sec et à l'eau ! comme l'on disait autrefois, ceux qui avaient laissé s'échapper le calcul mental de l'esprit des jeunes français). Je rappelle, par défense du calcul mental, qu'un milliard c'est 1000

millions. Le déficit de notre commerce extérieur c'est entre 60 et 80 milliards, selon le rythme. Cela veut dire entre 60000 millions d'euros et 80000 millions d'euros par an.

Je vous demande pardon de faire du calcul mental, mais je suis persuadé que c'est une vertu civique et que si chacun des citoyens français avaient eu, normalement grâce aux gouvernants et aux élus, à l'esprit ce que ces sommes représentent, jamais ils n'auraient autorisé leurs gouvernants à faire ce qu'ils ont fait.

Mais là encore c'est abstrait, les milliers de millions d'euros, cela fait très loin comme chiffre. Je vais le traduire en salaire des Français parce que après tout, c'est cela notre question.

Eh bien, si vous divisez cette somme, 60 ou 80 milliards par le salaire annuel chargé d'un salarié moyen français, cela représente entre 2 et 3 millions de salaires annuels pour toute l'année de salariés français.

Et combien avons-nous de chômeurs ? ... 2 700 000 chômeurs, si j'ose dire à temps plein. Ne cherchez pas ailleurs la cause des drames et des difficultés de l'appauvrissement du pays que nous avons devant nous. C'est un pays qui s'appauvrit et ce n'est pas étonnant que nous tous qui le formons, nous ayons chacun dans notre vie et dans nos familles le sentiment de ces difficultés-là.

C'est une hémorragie dont nous sommes victimes et donc, oui, je dis en effet que nous n'acceptons pas que cette situation dure. Nous allons y porter remède.

C'est la même chose pour l'école. L'école que vous aimez, que j'aime. Les enquêtes internationales comparent les systèmes scolaires des 34 pays développés, ceux qui sont groupés au sein de ce que l'on appelle l'OCDE.

Sur 34 pays, la France, qui était le pays le plus respecté pour son éducation, probablement de tous les pays du monde, en tout cas à coup sûr dans le tiercé gagnant -c'était notre fierté et on nous regardait ainsi- à cette dernière enquête, se classe 23^{ème} en compréhension de l'écrit, 24^{ème} en calcul, et 33^{ème} sur 34 pour la lutte contre les inégalités à l'école.

Et combien serions-nous dans le classement si l'on mesurait le respect des enseignants et l'image de l'école ? Le respect des enseignants dans leur classe et le respect des enseignants dans la société ?

École, chômage, et on pourrait ainsi, chapitre après chapitre, suivre le bilan des dernières décennies. On pourrait regarder le logement, on pourrait regarder l'État et ce que l'on est en train d'en faire, la chasse gardée de groupes de pression, de partis, de réseaux ou d'amicales appartenant alternativement aux deux partis qui se partagent le pouvoir.

Voilà le bilan et il est la réalité et chacun d'entre nous le sait.

Je vous demande de partager avec moi une conclusion essentielle, précise, déterminante pour la réflexion des Français dans les semaines qui viennent, une affirmation qui, si nous la partageons, change tout pour le sens du scrutin que nous allons vivre.

Cette situation-là, les fléaux dans le monde économique et social, l'école, le logement, l'État, nous ne la devons ni à la mondialisation, ni à l'Europe, ni à l'euro, ni à aucune cause extérieure. Nous la devons à des erreurs qui ont été faites chez nous, à des fautes d'orientations qui ont été décidées chez nous, à du laxisme et à des facilités qui ont été consenties chez nous !

Les causes sont chez nous et c'est chez nous qu'il faut que nous les corrigions, et c'est maintenant que cela va se jouer, c'est dans quelques semaines que nous allons le faire ensemble.

Contrairement à ce que tout le monde raconte, ce n'est pas la faute du système bancaire international, ce n'est pas la faute des multinationales, c'est la faute des décisions que nous avons prises et, la preuve, nos voisins Allemands, Néerlandais et même nos voisins Italiens, qui ont la même monnaie que la nôtre, qui appartiennent à la même Europe que nous, qui sont plongés dans la même mondialisation, eux ils produisent, eux ils fabriquent, eux ils vendent, eux ils exportent, eux ils effacent peu à peu et même complètement pour l'Allemagne les déficits qui les frappaient.

Ce sont nos voisins, avec les mêmes conditions de production que les nôtres, mais nous, nous avons 60 milliards de déficit et, s'agissant des Allemands, ils ont 120 milliards d'excédents.

La différence entre nous, ce que nous payons en trop, ce qu'ils reçoivent en plus grâce à leur travail, c'est 6, 7 ou 8 millions de salaires annuels chargés.

Alors, ne vous étonnez pas qu'en Allemagne il y ait une grande vague de licenciements ces dernières semaines, et cette grande vague de licenciements, c'est à l'Agence pour l'emploi parce que il n'y a plus de chômeurs tandis que nous, nous avons réussi l'exploit de licencier 1800 personnes il y a SIX mois à l'Agence pour l'emploi et d'en réembaucher 1000 soit disant hier en CDD parce que désormais la marée des chômeurs est en train d'emporter les digues.

Et pareillement, ce n'est ni la faute de la globalisation ni de la mondialisation, ni de l'Europe, ni des marchés financiers, que sais-je, si nous n'arrivons pas, si nous n'arrivons plus à apprendre à lire à nos enfants à l'école, si le calcul devient un labyrinthe que tant d'enfants ne maîtrisent plus même de manière élémentaire. Ce n'est la faute à personne. C'est chez nous que cela se passe et c'est chez nous qu'est la responsabilité.

Alors, devant tant de recul, tant de démissions, tant de capitulation, il nous faut proposer aux Français dans cette élection une orientation nouvelle fondée sur deux volontés, deux esprits : l'esprit de résistance et l'esprit de reconstruction.

Je dis reconstruction parce que tout ce que nous avons perdu, nous l'avions. Tout ce qui s'est éloigné, vous savez bien que c'était notre vie de tous les jours.

Eh bien, je vous le dis, l'enjeu de cette élection, c'est que ce que nous avons perdu, ce qui s'est éloigné, ce qui a disparu, ce qui s'est égaré, mes amis, citoyens, nous allons le retrouver !

Nous allons à nouveau faire rimer le nom de France avec le beau mot de résistance !

Nous le ferons pour nous, mais nous ne le ferons pas seulement pour nous parce que nous ne devons jamais perdre de vue, nous qui nous adressons aux Français, que ce que la France fait, elle le fait pour elle-même bien sûr et pour ses citoyens, son peuple, mais elle le fait aussi pour beaucoup d'autres sur la planète, d'autres peuples qui, pendant des siècles et des décennies, ont regardé la France comme un espoir, comme un horizon, comme un projet unique qui intéressait non seulement les Français, bien sûr, mais qui intéressait toutes les femmes et tous les hommes de liberté, toutes les femmes et tous les hommes de conscience qui représentaient un espoir -souvenez-vous- aussi bien pour les dissidents soviétiques que pour les martyrs du génocide cambodgien.

Et ce verbe "résister", il faut maintenant que nous le conjuguions au présent devant toutes les fatalités qui sont les nôtres.

À l'enlèvement, nous allons résister.

À l'appauvrissement, nous allons résister.

À la fuite des activités, nous allons résister.

Aux compromissions nous allons résister.

Aux privilèges excessifs et indus, nous allons résister.

À l'illettrisme nous allons résister.

À l'argent roi, nous allons résister.

À l'affaiblissement de l'Europe nous allons résister.

Et au fond, quand on regarde l'inacceptable, il y a trois étapes toutes simples. Voilà ce que chaque citoyen doit se dire :

Devant l'inacceptable, d'abord je dis non. Devant l'inacceptable je résiste, et devant l'inacceptable je prends la décision de changer le monde.

Changer le monde, non pas se résigner et après tout changer le monde, changer la cité dans laquelle nous vivons, changer la société, c'est cela qui est civique, c'est cela qui est citoyen.

Mais résister, cela impose non seulement une détermination intérieure, une volonté inébranlable, une stabilité dans ses choix, toutes qualités que nous réclamons, mais cela impose aussi que se rassemblent, même s'ils sont différents, ceux qui partagent le même refus et la même volonté.

Vous trouverez là le premier écho de cette phrase que nous avons inscrite au fronton de la campagne électorale qui s'ouvre : « Un pays uni, rien ne lui résiste ».

Vous connaissez sans doute ces vers admirables de Louis Aragon, c'est dans « La Rose et le Réséda » : « Quand les blés sont sous la grêle, Fou qui fait le délicat, Fou qui songe à ses querelles au coeur du commun combat ». Et c'est ainsi qu'il appelle dans la Rose et le Réséda, aussi différents qu'ils soient, « ceux qui croyaient au ciel et ceux qui n'y croyaient pas, Et tous deux aimaient la belle prisonnière des soldats », et pour la sauver quel qu'il soit, « lequel montait à l'échelle et lequel veillait en bas... ». Aucune importance pourvu que le travail soit fait.

C'est là qu'en est la France, c'est dans ce besoin de rassemblement-là, cet esprit de résistance et de reconstruction impose qu'un peuple se reforme, se construise une conscience, qu'il prenne en main son propre destin.

Je viens d'employer devant vous le mot de « peuple ». C'est un mot qui, paraît-il, n'est pas à la mode. C'est un mot qui, paraît-il, est suspect. Je trouve que c'est un symptôme de la dégradation de l'esprit public que, dans notre temps, l'injure suprême dans le monde politique, ce soit devenu entre guillemets : « populiste ».

Que du mot de peuple, du grand nom de peuple, on forme un qualificatif qui est une injure, c'est révélateur de la manière dont ceux qui se croient des élites regardent ceux qu'ils croient être le peuple.

Je veux leur rappeler, à tous ceux-là, une chose très simple : l'article 2 de la Constitution de la République dit : « Le principe de la République, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Et avant d'être introduite dans notre constitution française cette formule était, vous le savez, celle d'Abraham Lincoln, le grand président des États-Unis, l'homme qui a fait entrer les États-Unis dans l'époque de la liberté, celle où l'on a aboli l'esclavage.

Eh bien, c'est une fierté pour moi que la France ait repris le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, comme définition de la République.

Je veux vous dire ceci : il y a, en ce moment, un désespoir particulier du peuple, c'est-à-dire ceux qui n'ont ni les relations, ni les réseaux, ni l'argent, ni la force de se faire entendre, ni aucun des signes extérieurs de l'influence.

Dans une pièce formidable qui s'appelle l'Aiglon, Edmond Rostand a écrit une admirable et magnifique définition qu'autrefois on apprenait à l'école. Vous savez, « l'Aiglon » c'est le fils de Napoléon qui est là-bas, Duc de duc de Reichstadt, exilé si loin de son pays et de l'histoire de son père. Il est entouré de dignitaires, de ceux qui, au fond, se sont rendus au vainqueur et un jour, devant lui, on demande à l'un de ces grands dignitaires pourquoi ils ne sont pas allés jusqu'au bout du combat et pourquoi ils se sont rendus et il a cette phrase, il dit : « Nous étions fatigués ».

À ce moment-là, la porte s'ouvre et on voit entrer un personnage qui était là, comme un veilleur que l'on n'identifiait pas, comme un protecteur, peut-être on dirait un garde du corps... C'est un vieux soldat de Napoléon, il s'appelle Flambeau et quand il entend "nous étions fatigués", alors Flambeau dit : « Et nous, les petits, les obscurs, les sans-grade, Nous qui marchions, fourbus, crottés, blessés, malades, Nous qui marchions toujours et jamais n'avancions, Sans espoir de duchés ni de dotations, trop pauvres et trop gueux pour que l'espoir nous berne De ce fameux bâton qu'on a dans sa giberne ».

Eh bien les petits, les obscurs, les sans grade, ce sont eux qui aujourd'hui ont besoin que l'on parle en leur nom dans l'élection présidentielle de la République française.

Je veux dire ici qu'il y a eu un temps en France, pas si lointain, où pour eux, la politique n'était pas un découragement, elle était un espoir. J'ai grandi, mon ami Jean (Lassalle) aussi, dans un tout petit village des Pyrénées, et je suis sûr que c'était la même chose dans les quartiers des villes, c'était un tout petit village dans lequel il n'y avait pas de

nobles, il n'y avait pas de bourgeois et, s'il y en avait eu, nous ne les connaissions pas parce que cela c'est l'histoire de notre pays à nous du Béarn, l'histoire d'une démocratie vieille aujourd'hui de près de 1000 ans -la plus ancienne des démocraties d'Europe continentale, elle a à peine cinq siècles, nous –modestement, mais "têtes dures"- nous comme démocratie, nous avons 1000 ans, c'est un pays profondément égalitaire, tous n'ont pas eu cette chance en France, c'est un pays profondément égalitaire où le premier mot d'ordre que l'on apprend, c'est que l'on n'enlève son béret devant personne.

Il nous en est resté quelque chose. Je ne porte pas de béret physiquement, en tout cas moins souvent que Jean Lassalle ne le porte, mais moralement, moi non plus je ne l'ai jamais enlevé, devant aucun puissant ou en tout cas aucun de ceux qui se croient puissants, de ceux qui s'en croit comme l'on dit chez nous.

Mais ce béret je l'enlève respectueusement, avec empressement et avec admiration devant l'esprit et devant le courage, plus particulièrement devant l'esprit et le courage des humbles.

Ceux qui font ce qu'il faut, envers et contre tout, non pas par obéissance ou par conformisme, mais par conscience. Ceux et celles, c'est plus souvent celles, qui élèvent leurs enfants toute seule, qui leur transmettent à force de courage ce qu'elles croient essentiel, celles qui se battent quelquefois seules contre tout ce qui, dans la société, dérive, celles qui, à la maison, transmettent quelque chose de précieux qui donne envie, qui donne valeur à la vie, qui donne ou qui vaille la peine de vivre pour qu'un jour à leur tour, les enfants le transmettent aussi.

Et elles ont l'impression ces mères-là, et ces pères aussi de se battre si souvent à armes inégales devant la société que leurs enfants doivent affronter.

Eh bien, devant elles, devant ces mères-là, devant ces mères et ces pères "courage", je veux dire devant vous mon respect et ma solidarité et si je dois dédier une campagne électorale à quelqu'un, c'est à eux que je la dédie, les mères et les pères courageux, ceux qui ont la charge la plus lourde et, avec les éducateurs que sont les enseignants, la plus précieuse.

C'est vrai que pour tous la politique était un espoir et une adhésion. Ah... on y croyait ! Assez souvent on se trompait, et même parfois lourdement. Mais on croyait en un homme quelquefois, en un parti, en un courant et les humbles n'étaient pas les derniers à croire. On n'avait pas de relations, du tout, on n'avait pas d'argent, pas guère, mais on pouvait se sentir représenté.

Aujourd'hui, on se sent rejeté. L'adhésion a cédé la place à l'aversion. Les responsables du pays de quelque bord qu'ils soient, sont devenus entre guillemets "ils". "Ils" n'entendent rien, "ils" ne comprennent rien, on ne comprend pas ce qu'"ils" disent et on ne comprend rien à ce qu'"ils" font.

Eh bien ce gouffre entre le peuple et ceux qui sont censés le représenter, le diriger, ne vous trompez pas, c'est sous les pieds de la France qu'il est ouvert et c'est la République qui risque d'y tomber !

C'est pourquoi j'affirme que le sujet principal de cette élection est le peuple français.

J'affirme que la France ne peut s'en sortir que si c'est lui, le peuple français, qui prend en main le destin de notre pays sans se laisser détourner par aucune des tentatives qui chercheront à lui dicter son choix.

La clef de la résistance d'abord, de la reconstruction ensuite, est dans l'adhésion du peuple français dans son ensemble, dans son unité aux choix qui vont engager l'avenir du pays.

J'affirme que, contrairement à ce que l'on croit dans les cercles officiels, ce qu'attend notre peuple, ce n'est pas la démagogie et la facilité, Il en a soupé, le peuple français, de la démagogie et de la facilité des vendeurs de vent.

Le peuple français veut une chose, il veut des hommes d'État qui lui disent la vérité et qui fassent l'effort de comprendre les difficultés qu'il rencontre.

Car si vous observez bien, il est deux attitudes différentes à l'égard du peuple de la part des responsables. Il y a ceux qui choisissent de descendre dans leur discours, dans leurs arguments parce qu'ils imaginent que le peuple est plus bas qu'eux. Ils vont dans le charlatanisme et dans la manipulation. Ceux-là montrent qu'ils ont du peuple une idée méprisante et grotesque. Ils lui parlent comme si ce peuple était moins intelligent qu'eux, croient-ils, qu'il était moins intelligent qu'eux ne s'imaginent l'être et ils lui parlent ainsi parce qu'ils imaginent, ils ne l'ont jamais rencontré, qu'il est incapable de comprendre.

J'en ai vu beaucoup, nous en avons vu beaucoup dans notre enfance comme bien des enfants d'ouvriers et de paysans, bien sûr parce que mon père, (*à Jean Lassalle*) ton père, était habillé, hiver comme été, de vêtements de travail, et qu'il avait mon père, ton père un très fort accent pyrénéen.

J'en ai vu beaucoup qui lui parlaient comme à un bouseux. J'étais un enfant, je faisais donc semblant de ne rien voir, mais je ne l'ai jamais oublié car les enfants n'oublient pas souvent comme on parle à leur père.

Cet état d'esprit-là n'est pas autre chose que mépris et condescendance et c'est l'explication de toute cette communication artificielle qui nous assomme. Ceux qui pensent que, pour parler peuple, il faut parler grossièrement ou que, pour parler peuple, il faut oublier la belle langue française ou qu'il faut agiter des sentiments bas, en général le plus près possible de la limite raciste, comme si « peuple » cela voulait dire fermé, obtus et vindicatif. Eh bien, je vous dis exactement le contraire.

Je vous dis au contraire que le peuple exige qu'on lui parle en grand, qu'on lui parle avec le même respect, la même grandeur et si possible plus encore de respect et de grandeur que l'on en met à parler aux puissants, avec une langue plus belle encore, et s'il se peut plus puissante, plus charnelle, plus évocatrice que la langue des Conseils d'administration où l'on est entre soi. C'est la langue des travailleurs et plus souvent la langue de ceux qui voudraient redevenir travailleurs, c'est la langue des pères et des mères de famille.

Je vous dis que ce que le peuple attend, c'est qu'on le prenne à la bonne hauteur et la bonne hauteur c'est plus haut encore que tout ce qu'ils peuvent imaginer.

Le peuple attend, le peuple exige sans avoir les moyens de se faire entendre qu'on le considère en responsable, en gouvernant, puisqu'il est le peuple souverain.

C'est pourquoi j'aime les figures de notre histoire qui ont pris le peuple français à sa juste hauteur.

J'aime Pierre Mendès France, non pas parce qu'il avait raison tous les jours, mais parce qu'il venait à la radio toutes les semaines quand il était au pouvoir, comme Roosevelt, pour partager avec ses concitoyens le souci du pays et lui rapporter, comme à un responsable de premier plan, l'évolution des choses.

C'est pourquoi j'aime aussi le Général de Gaulle parce qu'il ne parlait pas en bêtifiant lorsqu'il s'agissait des affaires du monde, il choisissait la langue la plus éminente pour traiter des choses les plus éminentes et ainsi, il prenait le peuple à la bonne hauteur.

Et je vous le dis, c'est ainsi que je ferai à partir du mois de mai si les Français me choisissent pour être leur Président de la République.

À partir du mois de mai, si les Français le veulent ainsi, je considérerai le peuple français et les citoyens français, spécialement les plus humbles des citoyens français, comme les vrais et bons interlocuteurs lorsqu'il s'agit des affaires de la France et des affaires de l'Europe et des affaires du monde. Parce que mesdames et messieurs les initiés, mesdames et messieurs les gouvernants, les affaires de la France, les affaires de l'Europe, les affaires du monde, les affaires de la planète, ce sont, même si vous l'ignorez régulièrement, les affaires des Français, quelle que soit la situation qu'ils vivent et les difficultés qu'ils traversent. Ce sont leurs affaires et c'est à eux qu'il faut en référer.

La maxime que je respecterai dans cette action est celle d'un homme qui fut souvent considéré comme un utopiste. Je suis heureux d'évoquer sa mémoire dans ce Nord où il eût bien des disciples. Il s'appelait Marc Sangnier. Permettez-moi de citer deux de ses disciples dans ce département où ils furent très nombreux.

André Diligent, sénateur du Nord, maire de Roubaix, mon ami, celui qui, sur son lit de mort, m'a appelé et m'a dit "Ne lâche jamais rien !". J'ai respecté cette promesse.

Maurice Schumann, compagnon de la Libération, sénateur du Nord.

Par un raccourci que vous allez voir un peu hardi, disons familial dans ce département, permettez-moi d'évoquer aussi la figure et l'action de Jacques Delors qui, lui aussi, a trouvé ses racines dans ce courant de pensée.

Marc Sangnier disait cette phrase qui, pour moi, est inscrite au fronton de toute action politique qui vaut la peine et qui est digne de ce nom : "La démocratie est l'organisation sociale qui vise à porter à son plus haut la conscience et la responsabilité des citoyens".

Conscience et responsabilité, ceci sera mon guide et mon principe.

Mes chers amis, nous avons une chose capitale à faire. Mes chers amis citoyens, nous

devons prendre une décision. Je vous la propose. Il faut changer de modèle, de modèle de société, de modèle d'avenir pour notre pays et il faut changer d'abord le modèle économique.

Beaucoup d'entre nous ne se sont pas rendu compte de ce qui était arrivé dans les dernières décennies. Nous étions un grand pays de production mais, sans que personne ne le dise, sans que personne ne l'avoue, petit à petit, on nous a fait abandonner ce modèle de production et dériver vers un autre modèle : le modèle financier.

La France était un grand pays d'ingénieurs, de techniciens. Sans nous le dire, en tout cas subrepticement, même pour ceux qui étaient engagés et intéressés, on a choisi d'en faire un pays de financiers, même les élèves de l'école Polytechnique (croyez bien que je n'ai rien contre les polytechniciens, j'ai une fille polytechnicienne et par voie de conséquence un gendre polytechnicien...) même à l'école Polytechnique, beaucoup d'ingénieurs, de ceux qui étaient investis dans les grands équipements du pays, dans les ponts, les voies ferrées, dans la recherche pour le pays, se sont vus recrutés par les banques pour inventer des opérations mathématiques super-complexes, super-géniales, qui ordonnent à des ordinateurs anonymes, à des machines qui sont dans des caves, qui travaillent toutes seules et sans rendre de comptes à personne, de vendre et d'acheter plusieurs fois par seconde sur toutes les bourses du monde et, parce qu'ils ont fait cela, ils obtiennent des bonus mirobolants.

Où est le bénéfice réel pour la société ? Où est le bénéfice humain, même pour eux, en dehors du plaisir purement intellectuel et des satisfactions purement matérielles ?

Peu de choses, me semble-t-il.

À ce changement de modèle, il est une conséquence sociale : c'est que ce modèle financier s'est construit sur un principe qui est celui des inégalités croissantes. Ils ont théorisé cela depuis des années. Si cela intéresse quelqu'un, il y a quelques années, j'ai fait l'histoire de cette théorisation dans un livre qui s'appelait "Abus de pouvoir". Ils ont théorisé les inégalités croissantes. Les uns gavés de bonus, de primes par centaines de milliers et millions d'euros, et les autres au chômage. Qu'importe, pourvu que s'engrangent les plus-values !

Je suis là pour vous dire qu'il faut que la France choisisse de se détourner, en tout cas de se détourner dans ses principes, dans sa volonté, des dérives du modèle financier pour en revenir au modèle producteur qui était le sien, qui a fait de nous ce que nous étions et dont nous avons besoin désormais pour reconstruire le pays.

Le modèle producteur, c'est celui qui fournit de bons emplois, solides, donc de bons salaires, peut-être pas mirobolants comme les bonus par millions dont nous parlions, mais de bons salaires pour faire vivre les familles et pour croire en l'avenir.

Vous observerez quelque chose : c'est que les disparités sociales sont bien moindres dans le modèle producteur que dans le modèle financier.

Dieu sait qu'il y a à faire pour les ingénieurs, pour les techniciens, ne serait-ce que parce que, ces années-ci, ces mois-ci et, peut-être, ces semaines-ci sont cruciales.

Moi qui veux la reconstruction, je veux vous dire qu'il existe des possibilités aujourd'hui, mais elles n'existeront peut-être plus dans quelques mois ou quelques années parce que c'est maintenant, en ce moment même que, partout dans le monde, toutes les méthodes de production changent, toutes les méthodes de fabrication changent et c'est une chance pour notre pays parce que, évidemment, si nous en étions restés au stade que nous avons vécu depuis des années où le travail manuel était considéré ou était la seule variable d'ajustement, si la production se fait par le travail manuel, nous n'avons aucune chance de rattraper la Roumanie, ni l'Inde, ni la Chine, mais si cela change et si ce qui gouverne la production, c'est automatisation et numérisation, alors nous avons une chance de retrouver les facultés et les capacités perdues, les productions abandonnées.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, même si c'est difficile à croire pour un certain nombre d'entre vous, c'est une chance pour les Français que de nous trouver à ce moment de l'histoire où toutes les méthodes de production changent dans le monde.

C'est une chance aussi parce que c'est maintenant que, en Europe, le souci écologique va s'imposer à tous, va obliger tout le monde à changer de vision, toutes les familles et toutes les industries.

Cela va imposer tout de suite de changer toutes les méthodes de production, de conception des produits, de changer aussi -et je trouve que c'est un bien- la consommation, de penser différemment.

C'est vrai dans l'industrie, c'est vrai dans l'agriculture et, bien sûr, les agronomes, les biologistes et les vétérinaires... Tous ceux qui sont les ingénieurs de la vie auront à faire autant que les ingénieurs de l'intelligence et les ingénieurs de la matière.

Il y a un champ immense à reconquérir pour cette France qui veut résister au découragement, un champ immense de vrais emplois, d'emplois d'avenir, par exemple, d'emplois dans la recherche et la production pour les énergies nouvelles.

Je veux le dire spécialement aujourd'hui en pensant à ce que vivent les ouvrières de Lejaby. Je sais bien que l'on ne peut pas tout garder comme production, mais il est anormal et il n'est pas juste que, si l'on ne peut pas tout garder, on ne garde rien, que tous les produits disparaissent, quelle que soit la gamme de ces produits. Nous devrions au moins nous attacher par un effort collectif à conserver et même à reconquérir, dans la plupart des produits, au moins le haut de gamme, ce qui est le plus valorisable, ce qui rapporte le plus et, un jour, à partir du haut de gamme, viser à reconquérir aussi la moyenne gamme.

De même, dans l'éducation, il faut que nous commençons la reconstruction. Il est nécessaire, il est urgent, il ne doit souffrir aucun retard que nous apportions aux enseignants le soutien de la nation, eux qui sont si souvent mis en accusation, que l'on veut si souvent soumettre à la pointeuse.

Je dis qu'il est urgent de les reconnaître comme ceux qui sont en première ligne du combat le plus urgent et le plus difficile pour que notre pays relève les défis du temps qui vient et que chaque famille retrouve son espoir, son espoir à elle et,

symétriquement, que nous prenions les décisions nécessaires d'organisation pour que, dans les cinq années à venir, nous retrouvions visiblement, concrètement et de manière vérifiée la place qui doit être celle de la France dans les classements de qualité des systèmes éducatifs, notamment élémentaires.

J'affirme que nous n'avons pas le choix et j'affirme aussi -pardon pour ceux que je vais choquer- que ce n'est pas uniquement ou d'abord affaire de moyens. Les dizaines de milliers de postes supplémentaires que certains promettent, je vous le dis, ils sont impossibles à trouver. Bien sûr, ils sont impossibles à financer, mais ils sont aussi impossibles à trouver parce que ce sont les candidats qui manquent et, même si on les trouvait, au fond, je suis sûr que cela ne changerait pas grand-chose aux résultats effectifs de l'école française.

Alors, je vous propose des pistes concrètes.

Je propose que l'on parte d'une idée qui, pour moi, est certaine. C'est qu'il est des enseignants géniaux, de grande qualité pédagogique et morale, des enseignants de notre pays dont les classes avancent, quel que soit le niveau social des élèves qu'elles rassemblent. Si l'on se décide à analyser précisément et à répandre pour qu'on applique largement les méthodes des enseignants qui réussissent le mieux, alors, le bond en avant de notre école sera spectaculaire.

Deuxième idée certaine : les enfants qui seront en difficulté, on les connaît très tôt. Leurs difficultés peuvent être culturelles, bien entendu, mais disons la vérité entre nous, elles sont plus souvent psychologiques et affectives. C'est le plus tôt possible qu'il faut les repérer pour pouvoir leur apporter une réponse adaptée.

Troisième idée, pour moi, certaine et concrète : la diversité, au collège en particulier, est bienvenue. Le socle d'une école élémentaire allant jusqu'au collège pour tous les jeunes est bienvenu, mais fermer les yeux sur le fait qu'un pourcentage important des élèves ne sait pas lire quand il entre en 6^{ème}, c'est criminel. Comment voulez-vous qu'ils suivent ? Comment voulez-vous, s'ils ne suivent pas, qu'ils ne cherchent pas d'autres moyens de se faire reconnaître, par exemple, en déstabilisant la classe à laquelle ils participent ? À ceux-là, il faut une scolarité en parallèle, adaptée, le temps qu'ils rattrapent leur retard et qu'ils surmontent leurs difficultés avant de retrouver le système normal et non pas les égarer dans un labyrinthe dont ils ne sortiront jamais.

Quatrième idée et quatrième certitude pour moi : le but de l'école, c'est la culture générale, c'est la langue française, l'histoire qui donne les clés de l'avenir. Ceux qui prétendent qu'il faudrait abandonner la culture générale, parce qu'elle serait affaire de privilégiés, ce sont les pires complices des pires abus de positions dominantes. C'est une école exigeante en culture générale qui est la seule école de l'égalité républicaine. Autrement, évidemment, c'est dans les familles exclusivement que se transmettent les secrets des initiés et ce sont toujours les mêmes qui auront les codes, les clés et les secrets. Nous voulons que les codes, les clés et les secrets soient à la disposition de tous les enfants, quelle que soit la famille, quel que soit le milieu social, quelle que soit la culture dont ils viennent.

Au lieu d'une école qui abaisse le niveau d'exigence, je suis pour une école qui hausse le niveau d'exigence parce que l'exigence à l'école, c'est une résistance.

Voilà le nouveau projet qui repose sur un changement de modèle.

Pour construire ce nouveau projet, je voudrais que nous en prenions conscience tous ensemble, il est dans la société française des forces en train de s'affirmer, dont on ne parle pas toutes dans les discours politiques, mais je suis certain que ces forces doivent nous aider à imaginer qu'elles sont prêtes à nous aider à réaliser et à construire le projet d'avenir de notre pays.

Je voudrais en citer trois qui méritent le combat, avec elles ou pour elles.

La première : la naissance de la conscience écologique. C'est une conscience de responsabilité. Elle est désormais largement diffusée et répartie au cœur, dans le tissu même de la société française. C'est la conscience que la planète est à notre charge, que nous n'avons plus le droit d'y faire ce que nous imaginons, ce que nous voulons, avec la stupide insouciance des sociétés repues. Prétendre ignorer cette conscience est, en réalité, sans avenir.

Dans la diffusion de la conscience écologique de la société française, je suis sûr qu'il y a un point d'appui pour un nouveau modèle de société, celui que nous évoquons, et je voudrais lui donner deux adjectifs : c'est un modèle de société plus sobre et plus durable. J'y vois une chance pour tous ceux qui pensent l'avenir avec conscience et responsabilité.

Il est une deuxième force dans notre pays qui doit nous imposer cette fois-ci non plus de la reconnaissance, mais de la résolution. Les femmes ne sont pas une partie de la société, elles ne sont pas un chapitre de plus dans un programme politique. Nous allons régler la question des inégalités entre hommes et femmes. Tout le monde est d'accord.

Maintenant, il est temps de mettre nos actes en accord avec les paroles que nous prodiguons si généreusement. Nous en avons besoin, et permettez-moi de vous le dire, nous en avons besoin que nous soyons du sexe féminin ou du sexe masculin. Nous avons besoin de cette reconnaissance. Tout simplement, nous avons besoin de l'égalité des droits, notamment des droits au travail. Des messieurs se congratulent avec leur compagne sur ce sujet et je trouve cela sympathique !

Enfin, il est un potentiel immense dont on ne parle pas dans les discours politiques et que je considère comme le plus riche gisement pour la mutation de la société dans laquelle nous vivons. Ce sont les associations.

Combien sont-ils, un million de bénévoles, peut-être vingt millions d'adhérents actifs qui s'organisent, qui travaillent, qui créent, qui inventent des chemins nouveaux sans lesquels notre société -songez au social, songez à la solidarité, songez à l'accueil des plus pauvres- ne serait pas ce qu'elle est, même si c'est très imparfaitement.

Partout, comme par une génération spontanée, par une irruption de générosité et de bonnes volontés et d'intelligence, de créativité, partout ils sont et partout elles sont, les associations et ceux qui les font vivre, et partout elles agissent.

Je dis que j'en ferai des interlocuteurs, des partenaires à part entière de l'évolution nécessaire qui construira le projet français.

Il faut avancer dans ce chemin de reconnaissance. Songez, par exemple, à ce qu'est l'économie sociale et solidaire. La coopération est une invention française. Le mutualisme est une réussite française. Les entreprises d'insertion sont une réponse française. C'est de tout cela dont nous avons besoin, ce sont des forces nouvelles pour un projet nouveau.

Dans tout cela, dans ce peuple qui va se réunir, dans cette volonté de renaissance et de reconstruction, nous avons un seul ennemi.

Naturellement, il est fort, il est innombrable, mais je crois qu'il n'est nullement invincible. Ce sont tous ceux qui vont nous dire qu'il faut continuer comme avant, tous ceux qui prétendent que la France est condamnée, est limitée, est enfermée dans un seul choix : le choix éternel entre deux candidats et deux seuls, le candidat de l'UMP et le candidat du parti socialiste.

On le voit tous les jours naturellement dans toutes les manifestations publiques, dans tous les commentaires, dans tous les médias, ainsi, partout, la coutume est, quand on veut faire de la diversité, de prendre un PS et un UMP, y compris, je pense à une annonce récente, pour faire des commentaires impartiaux, un ancien Premier Ministre PS et un ancien Premier Ministre UMP et, ainsi, plus de 50 % de la France se trouve majestueusement ignorée.

Eh bien, je veux vous dire ceci : il y a une majorité de Français, d'après toutes les enquêtes aujourd'hui, mêmes les plus prudentes, qui précisément ne veut ni de l'un ni de l'autre des deux candidats que l'habitude cherche à lui imposer.

Il y a une majorité de Français qui a parfaitement compris que le système des vases communicants obligatoires -si n'est pas l'un, c'est forcément l'autre- c'est une manière de garder les mêmes habitudes et de protéger les mêmes dérives et probablement les mêmes privilèges et de garder les mêmes tics. Ceux qui diront que c'est forcément la faute de l'autre et quelles que soient les propositions de l'autre seront contre ce qu'il affirmera. Au fond, cela est protégé par le système qui veut le monopole du pouvoir à deux.

Nous en avons vécu quelques-uns, je sais qu'il y a eu des temps où la situation était moins grave qu'aujourd'hui, des temps plus faciles, dans lesquels, à la rigueur, à l'extrême rigueur, cela pouvait marcher, parce que, après tout, si nous en sommes là, en vingt ans, deux majorités de gauche et trois majorités de droite, c'est aussi à cause de cette politique de la France coupée en deux que nous avons accumulé les échecs que j'ai tout à l'heure indiqués.

Si l'Allemagne a pu relever un certain nombre de défis, c'est aussi parce qu'ils ont accepté que le grand centre-droit et le grand centre-gauche travaillent ensemble. L'Italie, à l'heure de la pire crise de son histoire, a fait le choix d'un gouvernement de rassemblement soutenu ensemble par le centre, le centre-gauche et le centre-droit, et la Grèce identiquement.

Eh bien, je vous dis que cela est en train de s'imposer partout et cela s'imposera aussi en France à partir du printemps.

Pour une raison très simple, c'est parce que lorsque l'on se trouve devant des défis hors normes, il faut des réponses hors normes, parce que les citoyens ont besoin d'être rassurés, les citoyens ont besoin de savoir que leurs élus vont délaissier pour un moment leurs querelles sempiternelles pour chercher ensemble une issue équilibrée.

C'est pourquoi le peuple citoyen va mettre en demeure les partis qui sont coresponsables de la situation, coresponsables de l'avoir conduit dans cette impasse, de l'aider à en sortir.

Et il n'y a que ce choc d'opinion qui garantira que l'on tourne vraiment la page sur les dérives, les faiblesses, les affaires et les privilèges de toute nature de ces deux partis qui ont eu, depuis si longtemps, la totalité du pouvoir dans notre pays.

Il n'y a que ce choc des élections, ce choc et pas un autre. J'évoque là naturellement les risques des extrêmes. Les extrêmes ont deux caractéristiques : leurs solutions sont dangereuses, elles conduisent au malheur, et elles sont une impasse.

Leurs solutions sont dangereuses et conduisent au malheur : si, en temps de crise, vous dressez une partie du peuple contre une autre partie au nom de l'origine nationale ou ethnique ou culturelle ou religieuse, je vous le dis, vous faites exploser ce peuple.

Il n'y a rien de plus dangereux que d'opposer entre eux des parents dont les enfants sont assis sur les bancs de la même école !

Il n'est rien de plus dangereux que de présenter comme des solutions ce qui s'avérerait dramatiquement impossible. Sortir de l'Euro, pour appeler les choses par leur nom, c'est plonger les Français non pas dans la difficulté, mais dans la misère.

Un pays qui doit acquitter les intérêts d'une dette immense, quand cette dette est libellée en monnaie forte et qu'il doit la payer en monnaie faible, ce pays-là serait obligé de se saigner aux quatre veines. Et l'incertitude et le risque et les désordres arrêteraient immédiatement toute activité économique, tout investissement, toute transaction. Ce serait un pays paralysé par l'incertitude et par la crainte.

Puis, il y a une conséquence ultime, bêtement électorale : ce vote, s'il prospérait, garantirait forcément la victoire de l'autre candidat. Et je vous assure qu'il en est qui en rêvent.

C'est pourquoi va s'imposer au cours de cette campagne électorale une idée toute simple : si on veut le changement, il n'est qu'un moyen de l'obtenir, il faut que ce changement soit un changement républicain, un changement équilibré dans lequel tout le monde sera respecté et à partir duquel tout le monde pourra et devra reconstruire.

Quant à la question de la majorité législative, qui est si souvent posée, mes amis, elle est toute simple. J'emprunterai la réponse de quelqu'un qui s'y connaissait un peu : en 1981, François Mitterrand, quand les journalistes l'interrogeaient à ce propos... Je vous rappelle que, à l'époque, c'était une majorité RPR-UDF, Chirac plus Giscard d'Estaing, arithmétiquement cela faisait du monde et, arithmétiquement, les experts pouvaient

prétendre imaginer que François Mitterrand puisse l'emporter et que la majorité législative ne suive pas. Il avait une réponse toute simple que je vous livre. Il prenait son air impérial et il répondait : "Prenez-vous les Français pour suffisamment inconstants pour m'élire comme président de la République en mai et me refuser en juin la majorité qui me permettra de remplir les engagements que j'aurais pris avec eux ?"

Eh bien, je n'aurai pas l'œil impérial ni même impérieux, mais je vous le dis : il y aura une majorité nouvelle à partir de l'élection d'un nouveau président de la République, ouverte et centrale qui sera en harmonie avec les choix que les Français auront consacrés dans les urnes au deuxième tour de l'élection présidentielle du 6 mai.

Mes chers amis, mes chers citoyens, c'est le seul moins moyen d'obtenir le pays uni sans lequel rien ne serait possible, car, nous le savons bien, nous Français : un pays divisé ne peut rien, mais un pays uni, rien ne lui résiste !

Je vous remercie.